HEM – Casablanca
Université Citoyenne

Economie marocaine
Le Modèle de Développement en débat

Najib Akesbi

Casablanca, 3 février 2018

Cette conférence s'inscrit dans le prolongement de celle de l'année dernière, intitulée:

Où va l'économie marocaine?

En nous en tenant à l'observation des faits et des chiffres, sur la longue période, nous avions identifié des « tendances lourdes » et structurantes de l'économie marocaine, au nombre de 7, et situées aux niveaux des:

1. Ressources humaines;
2. Ressources naturelles & changts climatiques;
3. Production;
4. Répartition;
5. Ouverture (de l'économie);
6. Accumulation;
7. Financement

On s'était alors posé cette question:

Qu'est-ce qui pourrait changer, et qui ferait que ce qui n'a pas changé depuis des décennies le serait dans la décennie qui vient?

D'où cette alternative cruciale développée en deuxième partie:

Continuer ou Changer…

- Rappel du Rapport du Cinquantenaire et de ses « 5 nœuds » (le Savoir, l'Economie, l'Inclusion, la Santé et la Gouvernance…)
- Qu'est-ce qui peut changer et qui relève des « **autres** »?
- Qu'est-ce qui peut changer et qui relève de **nous**?…

Et puis, est arrivé le discours royal du 30 juillet 2017, suivi par celui du 13 octobre, revenant sur le même thème…

Se rendre à l'évidence…

Discours du Trône du 30 juillet 2017:

… Quant le Chef de l'Etat demande de « **reconsidérer notre modèle de développement** », puisque celui-ci s'avère « inapte à satisfaire les demandes pressantes et les besoins croissants des citoyens, à réduire les disparités catégorielles et les écarts territoriaux et à réaliser la justice sociale »…

Ainsi donc, enfin…

Il semble qu'on ait fini par se rendre à l'évidente nécessité de « reconsidérer notre modèle de développement », puisque celui-ci s'avère « inapte à satisfaire les demandes pressantes et les besoins croissants des citoyens, à réduire les disparités catégorielles et les écarts territoriaux et à réaliser la justice sociale »

Le diagnostic semble déjà fait puisque « les problèmes sont connus et les priorités sont claires », il y aurait même « pléthore en la matière **»…**

Il semble enfin qu'il soit question « d'établir une corrélation effective entre responsabilité et reddition des comptes »…

(Discours royal, 13.10.2017)

Et pourtant, à nouveau, on nous redemande de réfléchir, débattre…

Il faut juste rappeler…

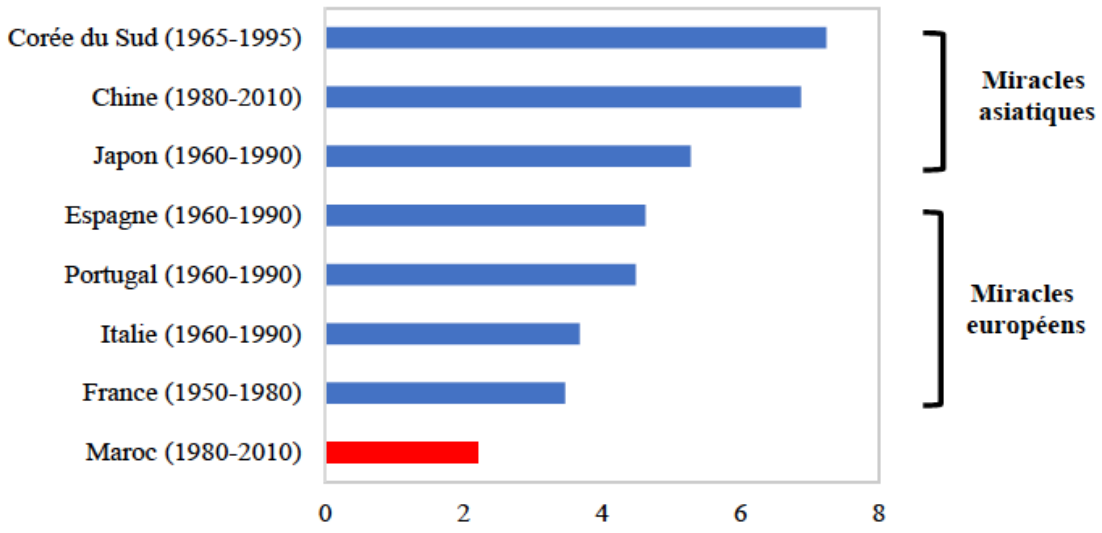
- Rapport du Cinquantenaire, 2006
- Rapport du HCP «Maroc Prospective 2030», 2007
- Rapport de la FAB: «Le Maroc a-t-il une stratégie de développement économique?», 2010
- Discours royal du 30.7.2014: « Nos choix sont-ils judicieux? »; « Où est cette richesse? »…
- Sans parler des rapports d'organismes internationaux récurrents (BM, BAD, OCDE…)

Et en attendant…

Les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets…

- « L'aubaine démographique » est devenue un fardeau…
- Les ressources naturelles se dégradent et le changement climatique est là…
- La croissance reste « molle » et volatile
- La productivité demeure faible et la compétitivité problématique
- Le sous-emploi et le chômage restent trop élevés
- Les disparités sociales et spatiales trop fortes
- Les déficits, internes et externes trop importants…
- Etc… etc…

Selon le Rapport 2017 de la BM, nos « Trente glorieuses » restent bien différentes de celles des autres…



Source : Base de données de Maddison, Université de Groningen, Mémorandum économique pays 2017, Banque Mondiale

… Le Maroc serait en retard d'un demi-siècle par rapport à l'Europe du sud, et l'espoir de « l'émergence » est encore remis … à 2040!

Pourquoi?

- Les mêmes diagnostics et les mêmes « remèdes » se suivent et se ressemblent, sans permettre au pays d'entamer un réel processus d'émergence?
- Les « ajustements », voire les « réformes » restent sans effets tangibles?
- La « mauvaise gouvernance » constitue toujours une entrave principale au développement économique du pays?

Pourquoi cette incapacité à briser le « plafond de verre »?

Avons-nous fait le bon diagnostic pour être en mesure de trouver les bonnes solutions?

La « science économique » à elle seule est incapable d'expliquer « l'énigme » de l'économie marocaine. Le recours à d'autres approches et d'autres disciplines, à commencer par les **sciences politiques**, est essentiel.

La thèse développée ici est la suivante:

- **Le « modèle marocain » procède de choix / paris stratégiques cinquantenaires…**
- **Ces choix n'ont guère produit les effets attendus, et les paris ont donc été perdus**
- **L'échec du « modèle » est avant tout lié au système politique qui en assure la gouvernance**

Le système politique du Maroc constitue aujourd'hui le véritable obstacle à son développement économique.

Précision:

Certes, une analyse exhaustive du « modèle de développement » nécessiterait d'intégrer d'autres aspects de sa « crise », à commencer par celle de l'enseignement, des valeurs et des ancrages identitaires, mais le sujet ici est de se limiter aux dimensions économiques et politiques…

Plan

1. Une stratégie fondée sur des choix permanents
2. Echec du « modèle »:
   Choix ratés et paris perdus
3. Quand le Système politique entrave le développement économique du pays

1. Une stratégie fondée sur des choix permanents

Des théories sous-jacentes

Après « la guerre » et au cours des années 50, surgit le « Tiers-monde », et avec lui, l'économie de développement, avec ses théories et ses modèles…

- **Théories inspirée de l'univers néo-classique**: le sous-développement, retard de développement…

Rostow et ses « étapes », Lewis et son « dualisme », les IFI et leurs dogmes ricardiens…

- **Théories inspirées de l'univers marxiste et «dépendantiste»**: le sous-développement des uns, produit du développement des autres…

La CEPAL, le « Centre et la périphérie », la dégradation des termes de l'échange…

F. Perroux, R. Prebish, S. Amin, C. Furdato, E. Arrighi…

Des « modèles » disponibles…

- **Industrialisation par substitution des imports**

Ecole Dépendantiste, née de l'expérience de l'Amérique Latine post-crise29: **Industrie « industrialisante »** et production locale plutôt qu'import (protection + financement +…)

- **Le « Modèle Asiatique »** (Japon, puis Taïwan et Corée du Sud…): **Croissance par la promotion des exportations** de l'industrie « légère » (on démarre avec des produits techno-simples, avec bas salaires et donc à bas prix… puis on « remonte » les filières…

Rôle décisif de l'Etat: IES, suivi des technologies et des marchés, financement, protection, formation, recherche… **Et le secteur privé suit, puis relaie…**

- **Le « Modèle des IFI »:**

Le « modèle asiatique » moins l'Etat, puis moins la protection…

Au Maroc… Des choix fondateurs

Dès le « tournant » du début des années 60 (règne de Hassan II, crise financière et missions FMI-BM de 1964…), et par rapport aux choix premiers (Gouvernement Abdellah Ibrahim), l'Etat opère un changement radical dans ses orientations stratégiques:

- Renforce le **multipartisme** sur le plan politique
- Adopte le **libéralisme** sur le plan économique
- Se range dans le camp occidental (« **Monde libre** ») au niveau international…

Des choix fondateurs anciens

Pour un pays qui entame alors son **développement**, ces choix stratégiques, voire « identitaires », jamais démentis depuis, se déclinent à travers deux piliers sur lesquels va reposer le « modèle de développement » du pays:

- **Le cadre de l'économie de marché et le rôle moteur du secteur privé** (univers néo-classique: « étapes », dualisme, DIT…)
- **L'intégration au marché mondial et le modèle de « croissance tirée par les exportations »**

En somme, le « modèle des IFI »…

Des choix fondateurs anciens

Ces choix/paris vont fortement déterminer les « Plans de développement économique et social » qui vont se succéder dans le pays, depuis 1965…

En termes sectoriels, les nouveaux choix stratégiques majeurs vont être les suivants:

- ❑ **L'agriculture** plutôt que l'industrie **(Particularité…)**
- ❑ **L'industrie « légère »** plutôt que l'industrie « lourde »
- ❑ La « **formation des cadres** » plutôt que l'éducation généralisée…
- ❑ Le **tourisme** et **l'investissement étranger**…

Des choix fondateurs anciens

les priorités sectorielles sont peu à peu affinées pour mieux s'inscrire dans le cadre du double pari « privé / export »:

- La priorité à l'agriculture devient celle de **l'agriculture d'exportation**;
- La préférence pour l'industrie « légère » évolue vers les segments de **sous-traitance internationale**;
- La **bienveillance pour le secteur privé** se focalise plus sur l'aménagement des conditions favorables à l'essor de ce dernier qu'à la « qualité du marché »…

Des politiques cinquantenaires

Au service de ces choix stratégiques, l'Etat a mobilisé des **ressources et des moyens considérables** tout au long des cinq dernières décennies…

Des ressources matérielles et humaines à travers des **politiques publiques** multiples et variées, structurelles et conjoncturelles, transversales et sectorielles, globales et partielles, économiques, sociales et financières, voire culturelles…

Moyens et politiques mobilisés

- **Infrastructures** de soutien au secteur privé: barrages, ports & aéroports, autoroutes, zones et parcs industriels…
- **Marocanisation** puis **privatisations** et gestion déléguée…
- Codes d'investissements puis Charte d'investissements: **privilèges fiscaux, subventions, primes**, taux d'intérêts bonifiés… Plus généralement une **politique fiscale** favorable aux profits, aux hauts revenus et aux grandes fortunes
- Subventions à la consommation autorisant une **pression sur le niveau des salaires**
- **Politique d'ajustement structurel**: Libéralisation des marchés et des prix, libéralisation des échanges extérieurs, déréglementation, dérégulation…
- **Accords de libre-échange**…
- **Plans sectoriels**, assortis de soutiens publics conséquents…

2. Echec du « modèle »: Choix ratés et paris perdus

Des choix ratés et des paris perdus

Après un demi-siècle, le résultat est pour le moins décevant, car paradoxal:

- C'est l'Etat et non le secteur privé qui reste le moteur de l'investissement et la croissance
- Au lieu de la « promouvoir », le commerce extérieur « plombe » la croissance
- Le tout dans le cadre d'une « gouvernance » contreproductive…

A. Une économie de marché? Le «privé», moteur du développement?

Une économie de marché?

La rente, ou l'entente – et non la concurrence- restent prédominantes dans de nombreux secteurs clés de l'économie:

- Transport Voyageurs;
- Marchés de gros des fruits et légumes;
- Exploitation de ressources naturelles: Carrières de sables, pêche hauturière, eaux minérales, forêts…;
- Services publics en gestion déléguée: eau, électricité, assainissement…
- Terres et propriétés de l'Etat: Fermes Sodea-Sogeta, Zoo de Rabat…
- Monopoles & oligopoles: Sucre, huile, engrais, semences…

  Banques et Assurances

  Télécoms…

  Hydrocarbures / caisse de compensation…

A. Une économie de marché? Le «privé», moteur du développement?

Une économie de marché?

La rente, ou l'entente – et non la concurrence…

Et pour que cela dure, il ne faut surtout pas de régulateur…

Alors qu'il existe formellement depuis la fin des années 1990, **le Conseil de la Concurrence reste à ce jour inopérant…**

Avant 2014, il y avait un Conseil mais il n'y avait pas de Loi; Depuis 2014, il y a une loi, mais pas de Conseil…

Le «privé», moteur du développement?

Le secteur privé, moteur de l'investissement?

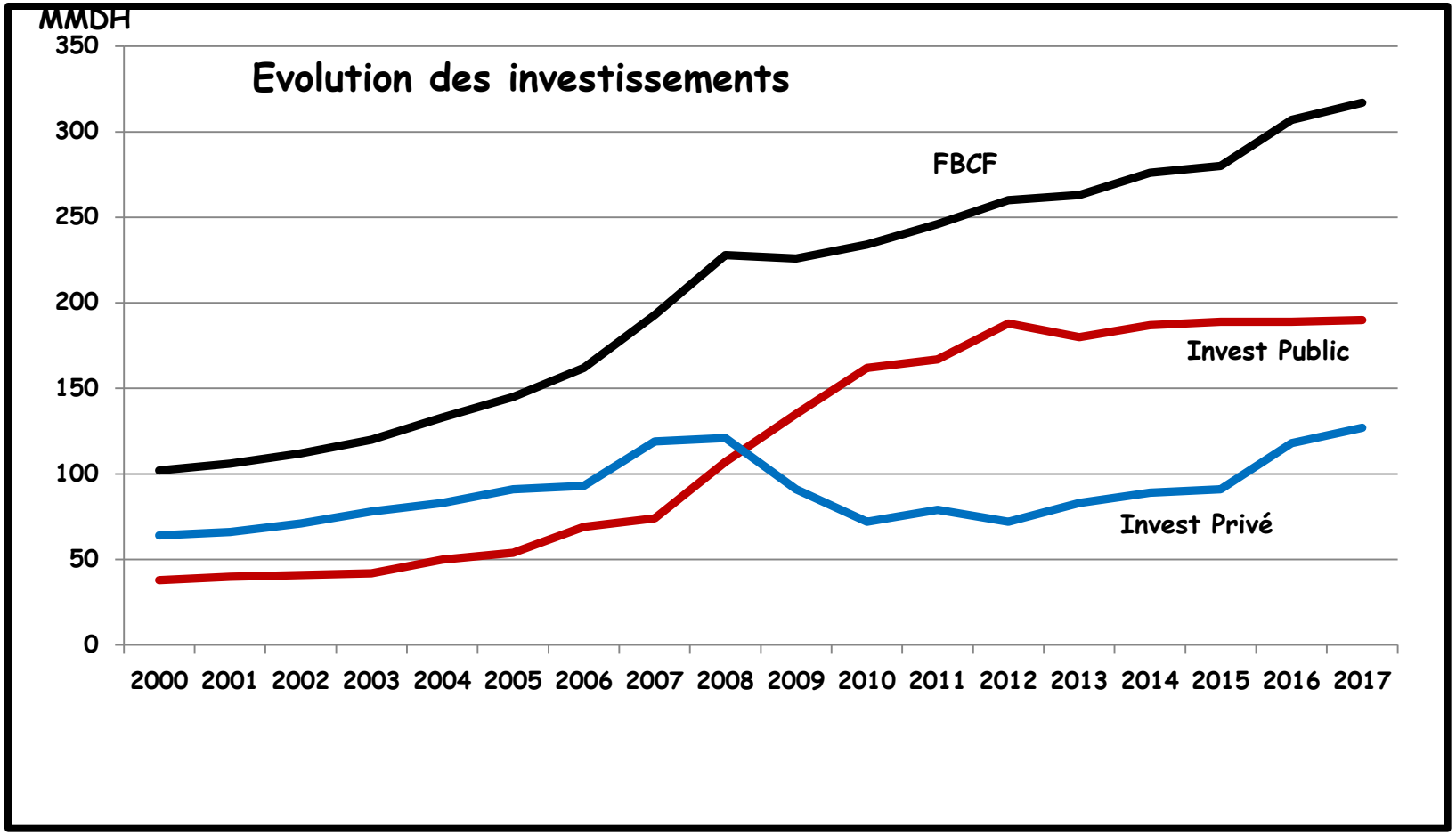
Les faits montrent que le principal moteur/acteur de l'investissement est **l'Etat ainsi que ses Etablissements publics**, et non le secteur privé!

Lorsque le taux d'investissement a augmenté, c'est surtout la part de l'Etat qui s'est fortement accrue…

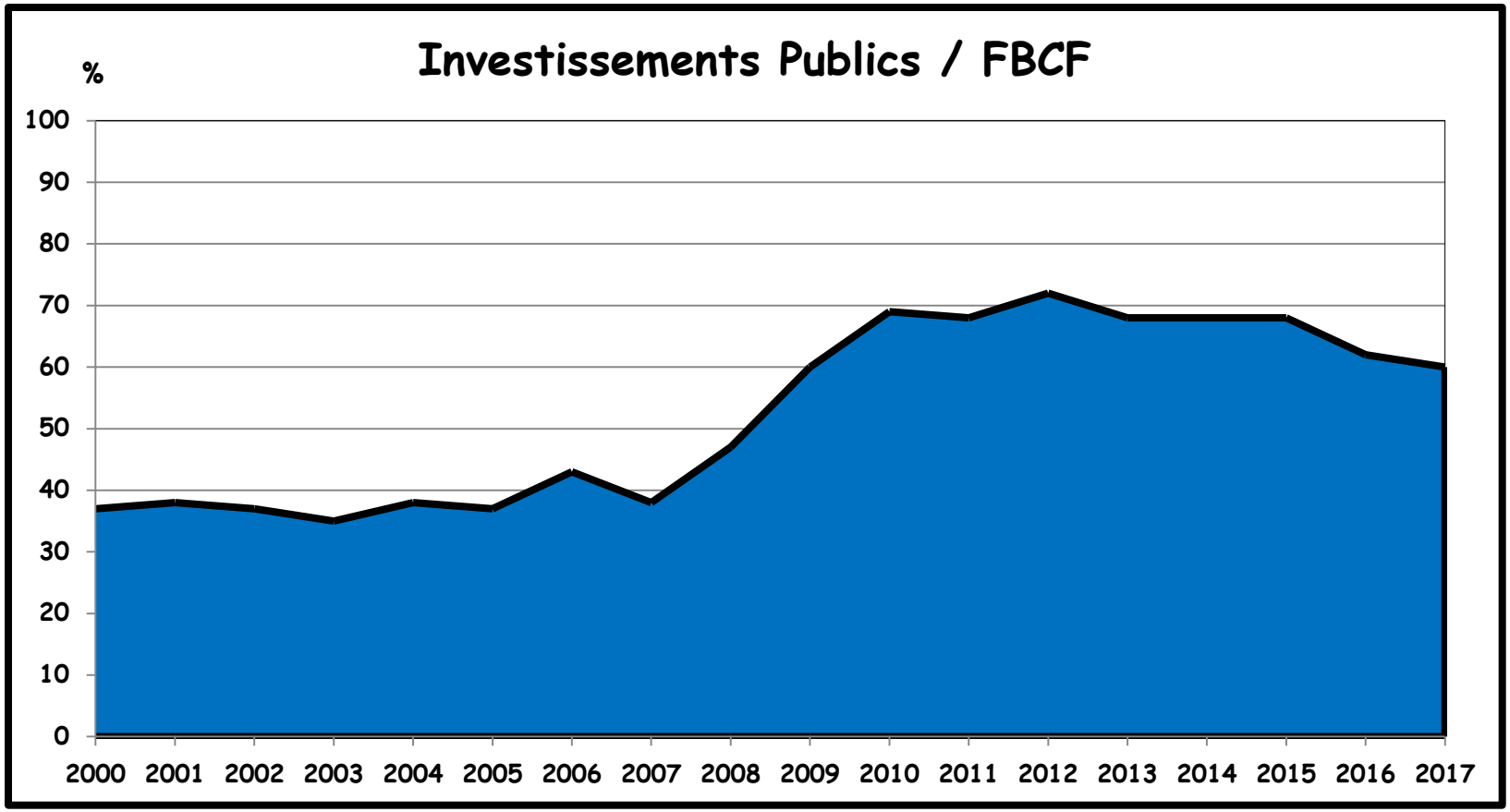
Ainsi, selon les années et les calculs, **la part publique dans la FBCF atteint entre 55 et 70%...**

(Cela ne veut pas dire que la part du secteur privé national soit comprise entre 30 et 45%, puisque cette proportion comprend aussi **l'investissement privé étranger**… Sur la base d'une moyenne d'IDE de 23.5 MdDh entre 2002 et 2012, il faudrait retirer encore plus d'un quart à la part ainsi calculée…)

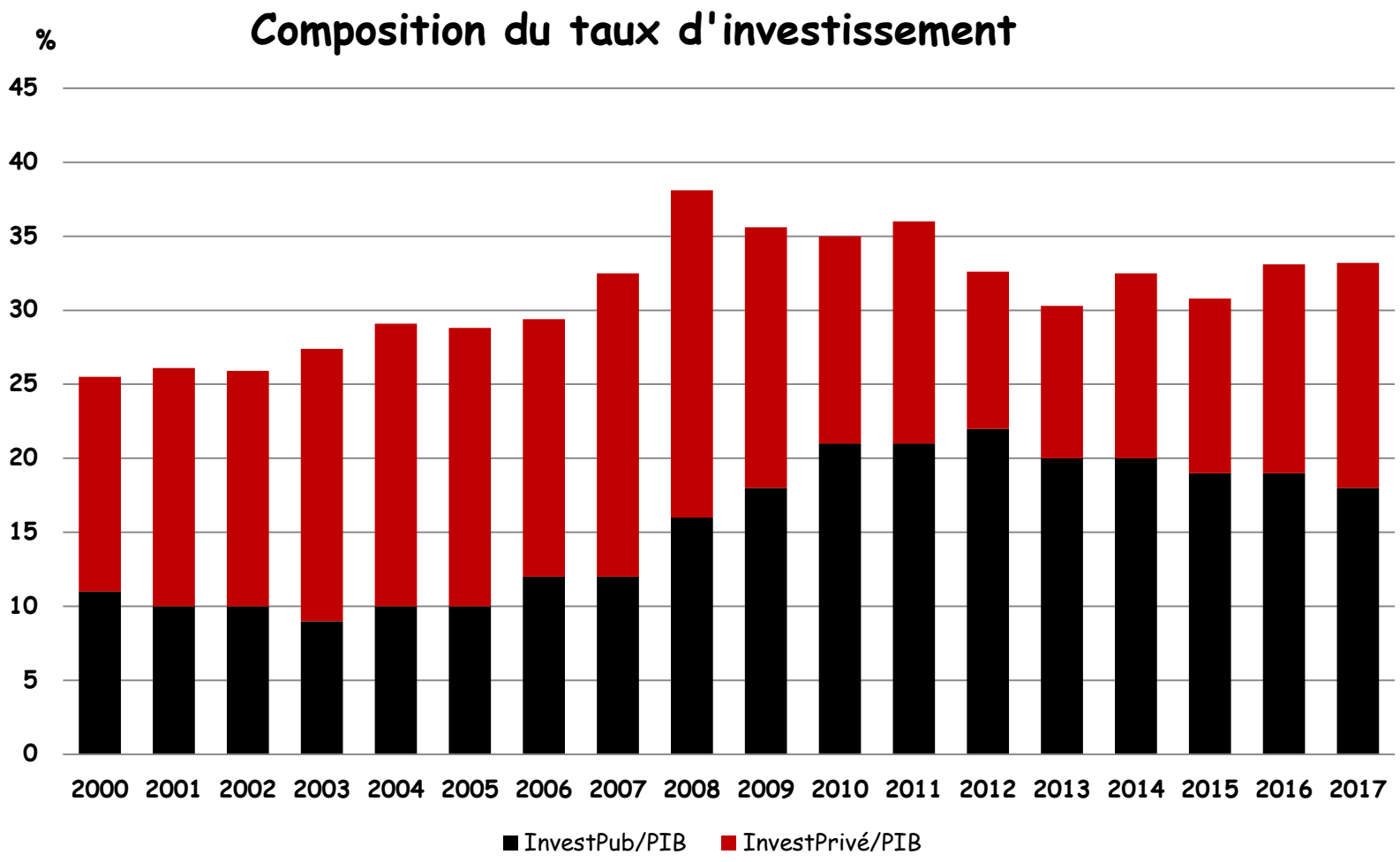
Effort d'accumulation… public



Effort d'accumulation… public



Effort d'accumulation… public



Le «privé», moteur du développement?

Trois conséquences de cette prépondérance de l'Investissement public:

1.Au-delà de la « quantité », c'est la « **qualité** » des investissements qui pose problème:

Contenu et nature… **les choix sont-ils pertinents, efficaces et équitables?**

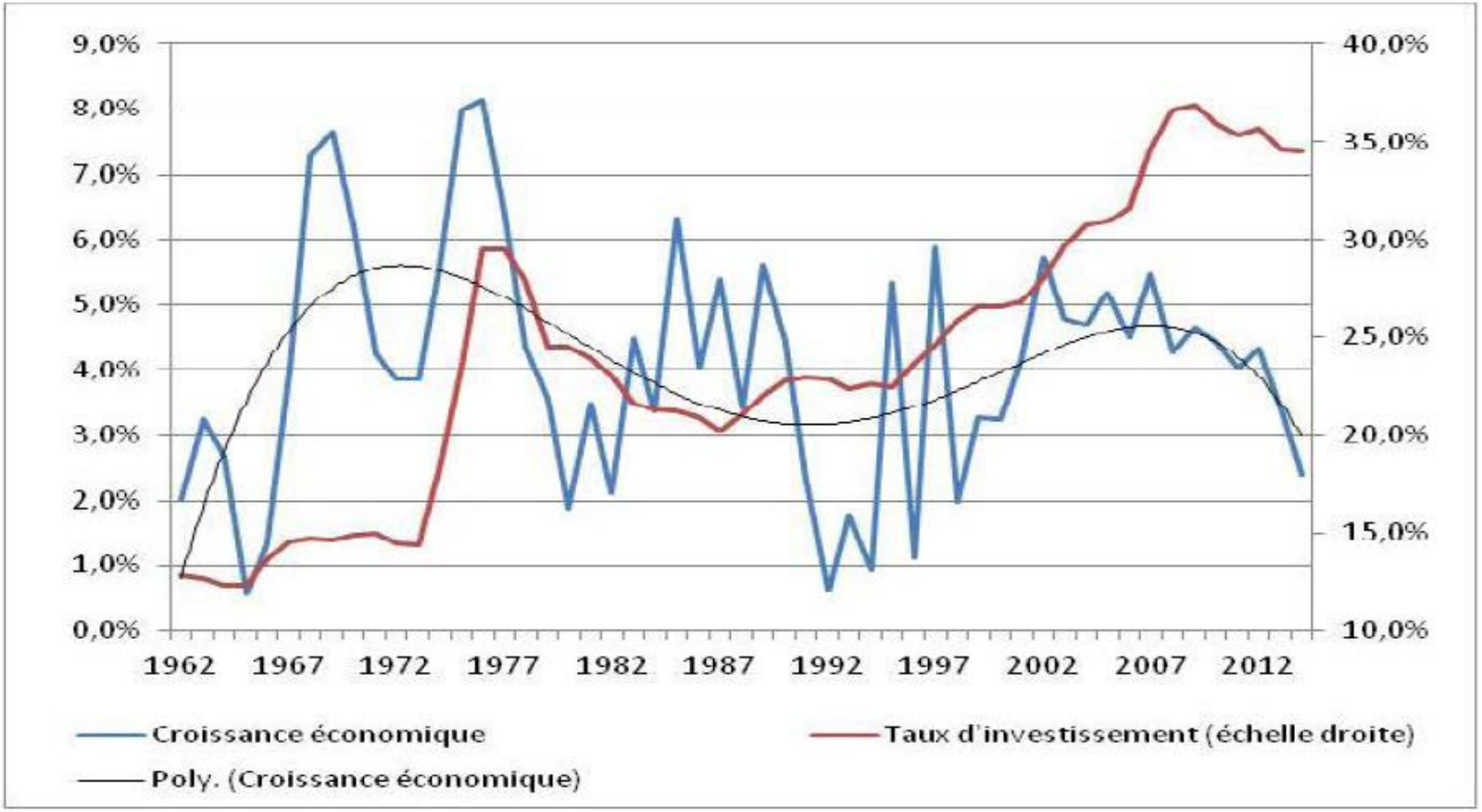
2. Impact sur la croissance? Paradoxe entre le taux d'investissement et le taux de croissance: Alors que le premier a augmenté de plus de 10 points (à près de 35%), le second stagne entre 3 et 5% (Harrod-Domar? Solow?...)

D'où une inquiétante hausse de l'ICOR

(Incremental capital – output ratio)

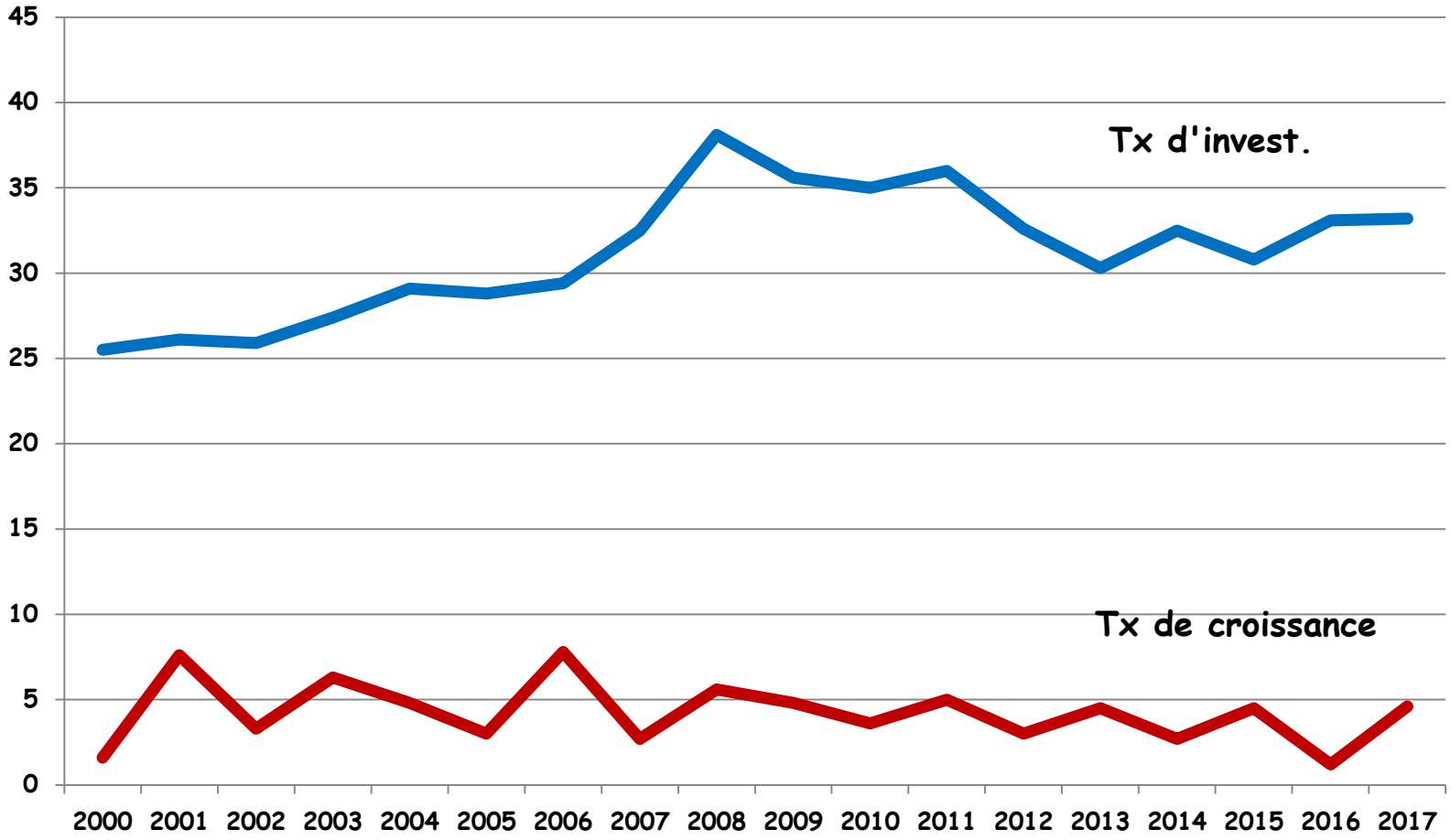
3. Impact sur l'emploi? Faible et éphémère…

Evolution du taux d'investissement et de la croissance économique



Source : HCP

Taux d'investissement et taux de croissance



Maroc: Evolution de l'efficacité de l'investissement

ICOR (Incremental capital – output ratio
= Taux d'investissement / Taux de croissance du PIB)

« L'ICOR a manifestement changé de pallier, atteignant l'un des niveaux les plus élevés au monde; il se situe au niveau moyen de **8.1 durant la décennie 2000**, au lieu d'une moyenne inférieure à 3 durant les années 1990. Cette dégradation de l'ICOR global semble refléter très largement l'évolution de la composante publique ».

Maroc: Evolution de l'efficacité de l'investissement

« L'investissement public en capital n'a eu qu'un faible effet positif sur la croissance du PIB. Ces résultats s'expliquent probablement par **une baisse de la qualité des investissements publics dans le temps**

« Une analyse économétrique par la Direction des études et des relations internationales de Bank Al Maghrib confirme que... « **l'interaction entre l'investissement public et la croissance à long terme est très faible**»
(Cf. Rapport Agenor & Ainaoui, 2014)

Efficacité d'investissement par pays durant les dix dernières années

Pays	Intensité capitalistique (en 1000 $2005)	Intensité capitalistique (variation en %)	Productivité du travail (variation en %)	PGF (variation en %)	ICOR
Argentine	122	0,5%	3,0%	2,9%	5,6
Chili	76	3,4%	1,0%	-0,1%	4,2
Egypte	25	5,2%	1,9%	0,1%	7,7
Malaisie	102	2,3%	2,2%	1,4%	3,5
Maroc	29	5,1%	3,8%	2,0%	7,2
Pologne	101	2,4%	2,9%	2,1%	5,1
Afrique du Sud	44	2,3%	1,5%	0,7%	6,1
Coré du Sud	184	4,0%	2,7%	1,3%	2,9
Espagne	219	2,8%	0,7%	-0,2%	5,7
Turquie	68	3,9%	3,4%	2,0%	5,2

Source : World Pen Table et calcul du HCP

Le « privé », moteur du développement?

Le secteur privé, créateur d'emplois?

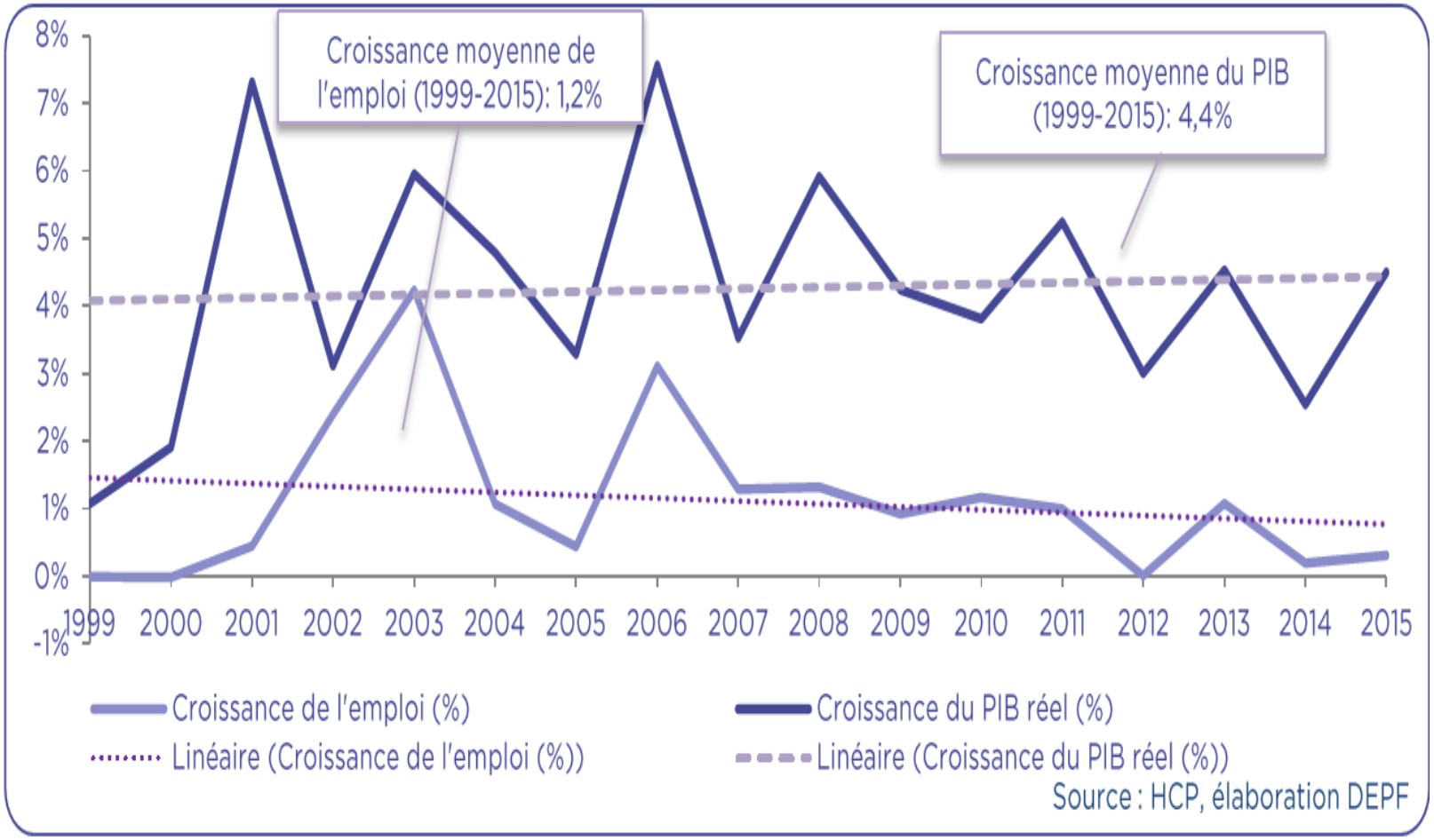
Baisse de la capacité de l'économie à créer des emplois rémunérés: Selon la Stratégie Nationale de l'emploi, il faudrait d'ici 2025 créer chaque année **210.000** nouveaux emplois, et en fait entre 300 et 400.000 emplois/an pour «faire face au chômage»

Or, l'économie a créé en moyenne près de **134.000** emplois en moyenne entre 2001 et 2015: **moins de 90.000 emplois depuis 2007, et depuis 2014: 21000 en 2014, 33000 en 2015, -37000 en 2016**…

Les pertes d'emplois ont concerné l'industrie, et les créations les services et le BTP…

Evolution de la croissance économique et de l 'emploi…

1 pt de croissance du PIB= 30000, 20000, 9000 emplois…



Création nettes d'emplois
par secteur d'activité entre 2001 et 2015

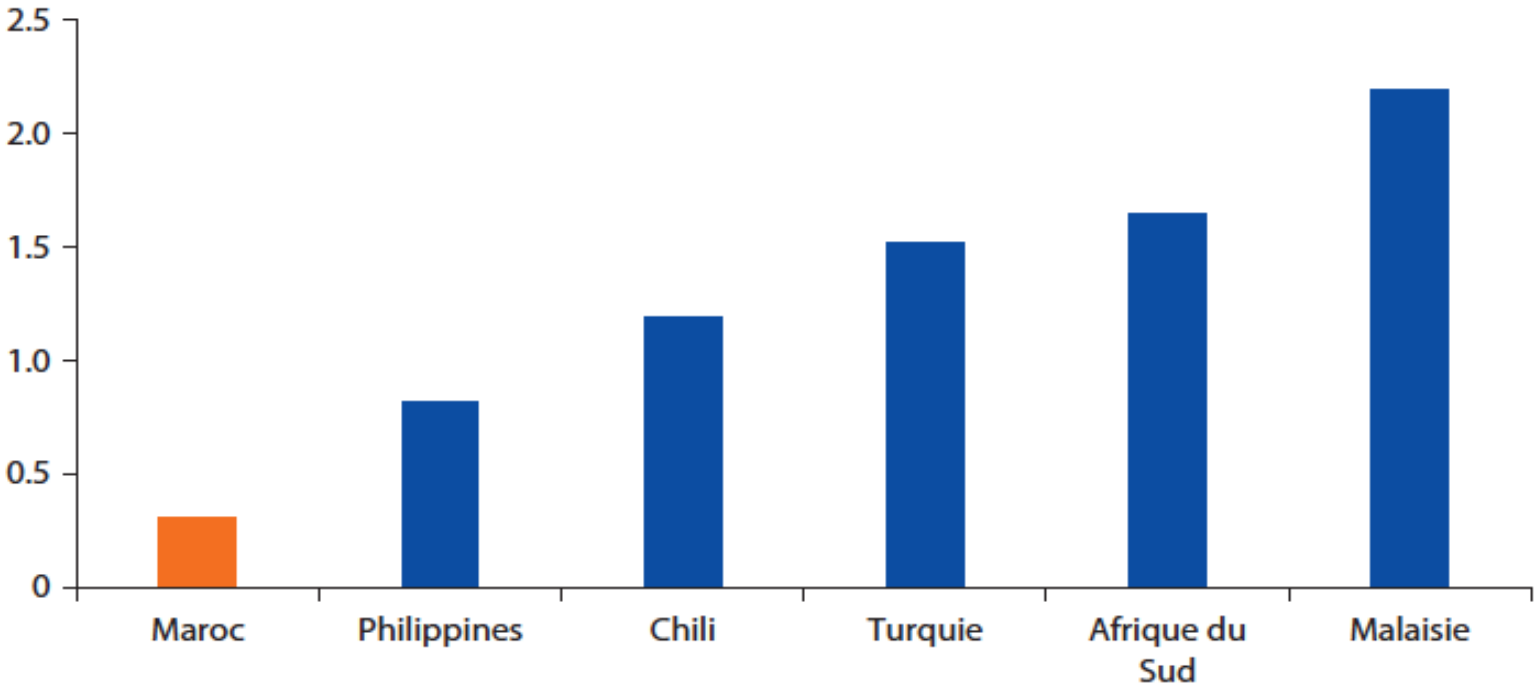
	Agriculture, forêt et pêche	BTP	Industrie (y compris artisanat)	Services	Activités mal désignées	Total
Création nette d'emplois entre 2001 et 2015 (en milliers)	84,4	495	83	1.352	2,4	2.017
Part en %	4,2%	24,6%	4,1%	67%	0,1%	100%

Source : HCP, élaboration DEPF

En comparaison…

(Création nette d'emplois, moyenne 2010-2014)

(En pourcentage de la population en âge de travailler)

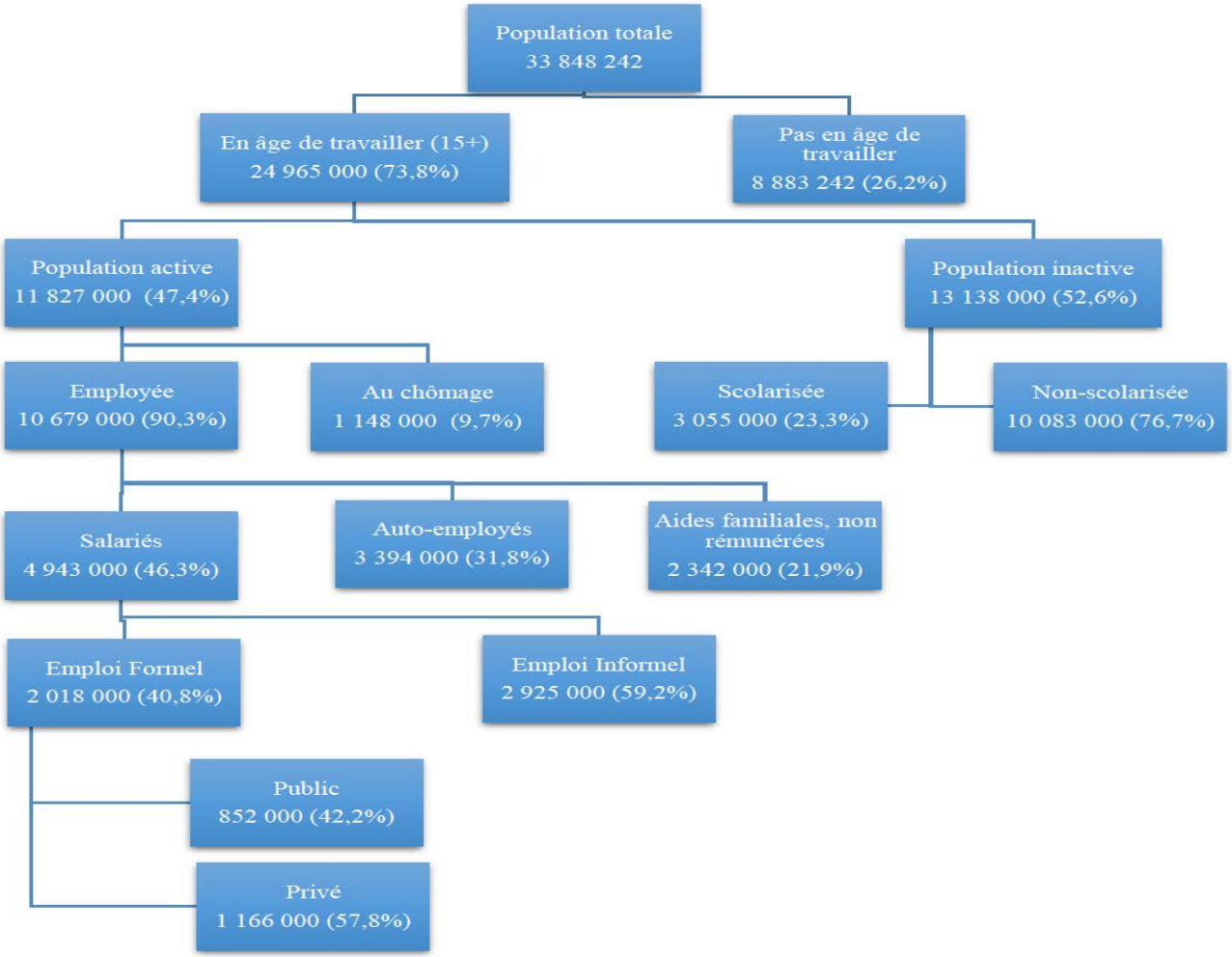


Source : ILOSTAT 2015.

Encore que…

- La population **active** ne représente que **42%** de la population en âge d'activité;
- Près de **80%** des actifs occupés exercent un emploi **informel**;
- Près du **quart** des actifs occupés ne sont **pas rémunérés**;
- Près de **80%** des actifs occupés ne bénéficient pas d'une couverture **médicale**;
- Plus de la **moitié** des emplois créés depuis 2008 sont des emplois **occasionnels** ou saisonniers…

Composition du marché du travail au Maroc, 2015



Source : Enquête nationale sur l'emploi, HCP 2015.
Note : La population est calculée sur la base des données démographiques du RGPH 2004.

B. La croissance « tirée » par le commerce extérieur?

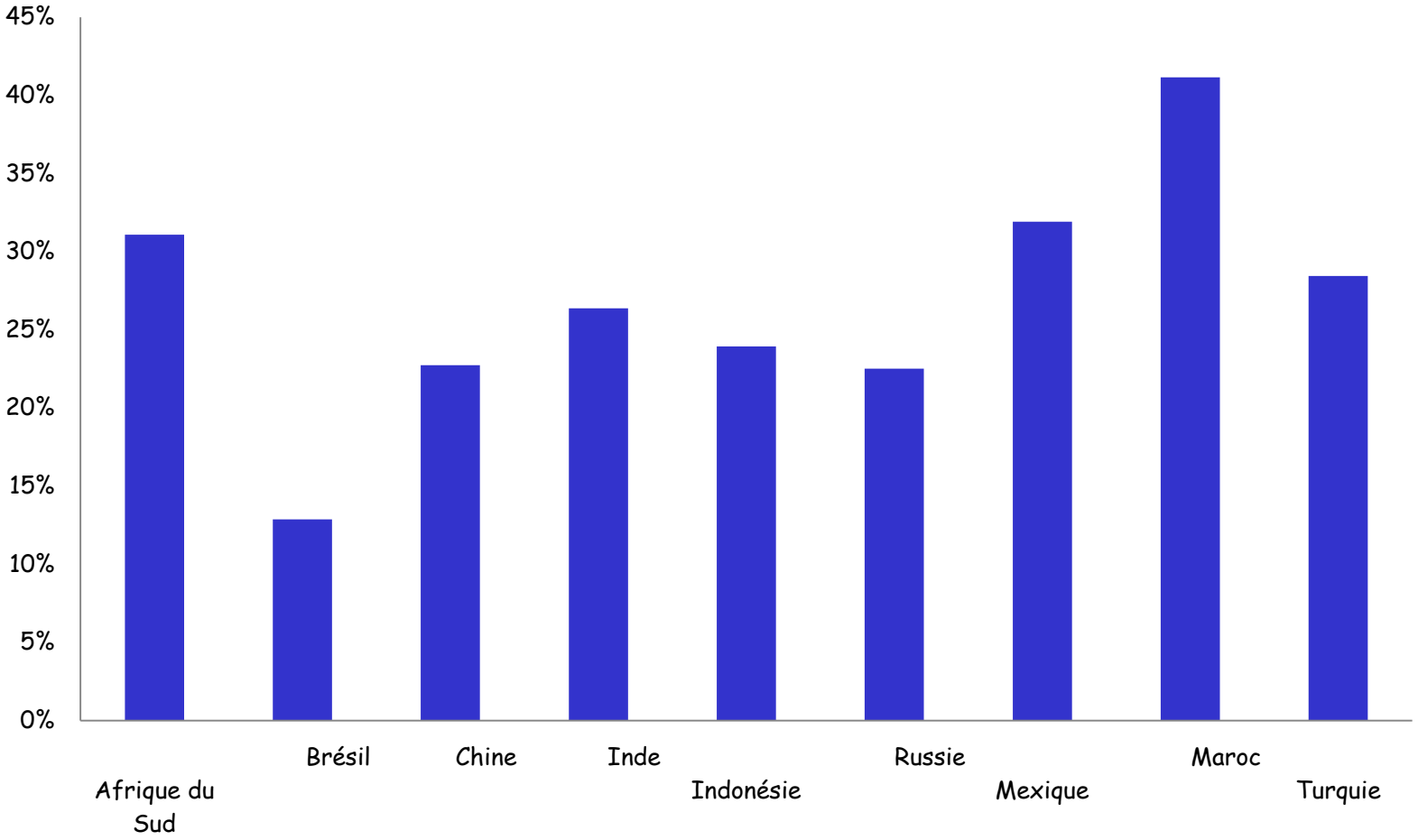
Alors que le Maroc est aujourd'hui largement ouvert…

- Est membre actif de l'OMC
- En Accords de Libre-échange avec 56 pays: UE, USA, «Agadir», Ligue Arabe… et maintenant il est question de CEDAO…
- Baisse sensible et régulière des droits de douane…

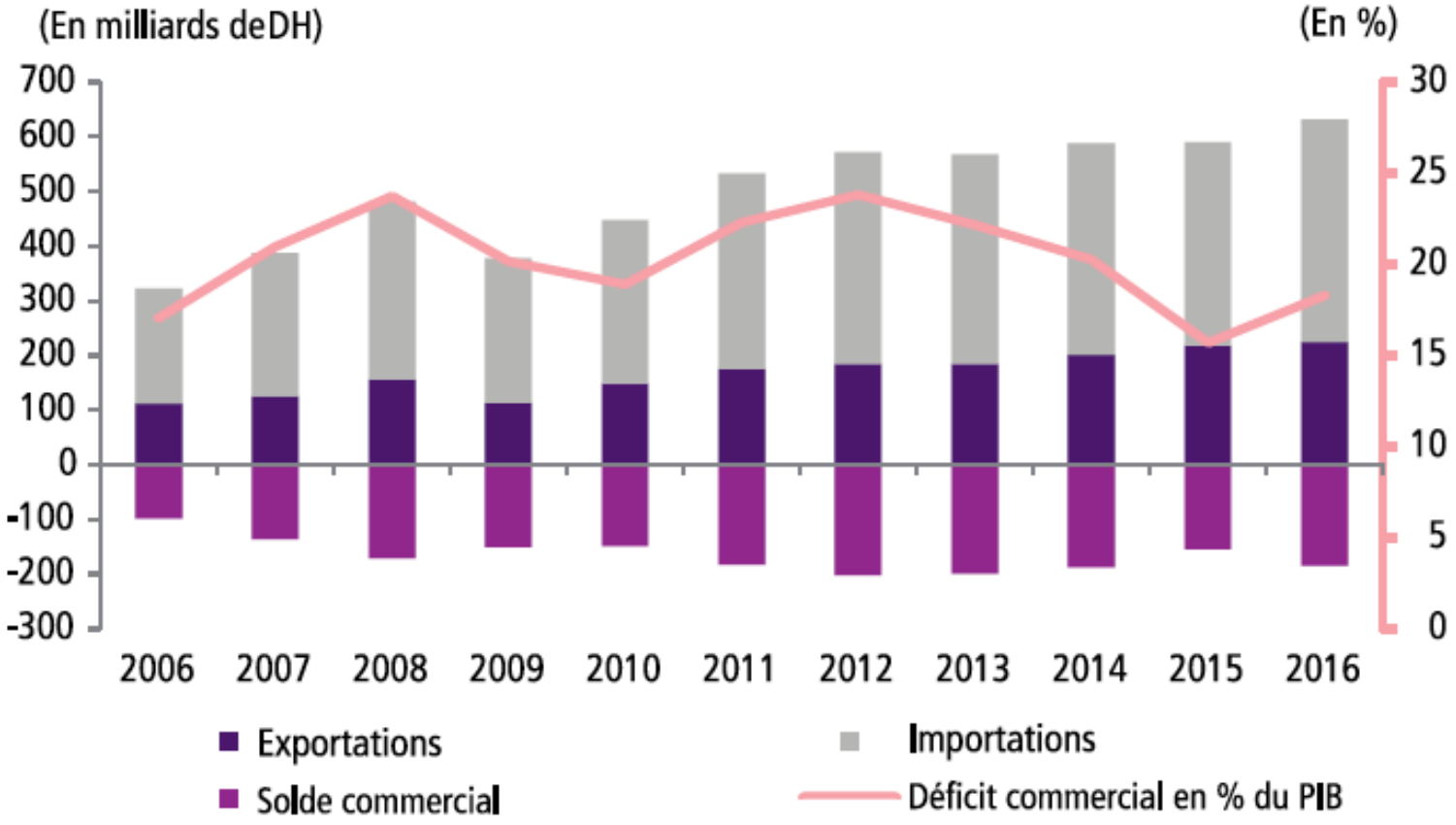
Le fait est que cette ouverture, plus subie que voulue, n'a guère produit les effets attendus…

Taux de pénétration en %

moyenne annuelle 2008-2015



Evolution de la balance commerciale

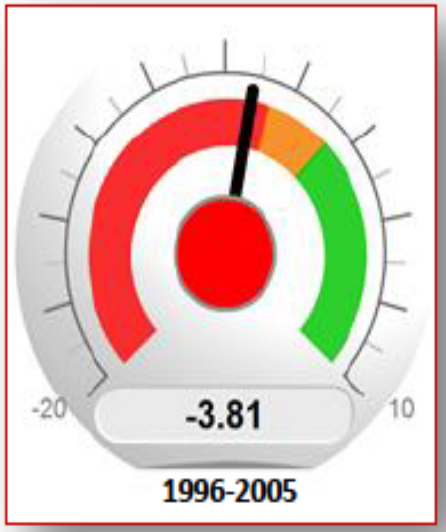


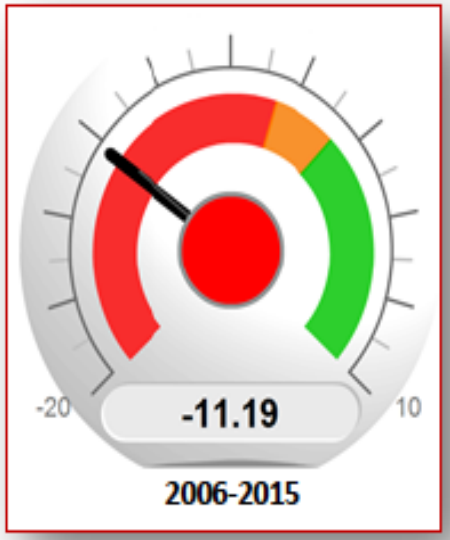
Source : Office des Changes.

Déficits de la Balance commerciale

en % du PIB

Une accentuation du déficit commercial, attribuée à une compétitivité insuffisante de l'offre exportable et au renchérissement des importations. *Ce déficit est également imputable à la libéralisation du commerce dans le cadre des accords de libre-échange.*





-18%

en 2017

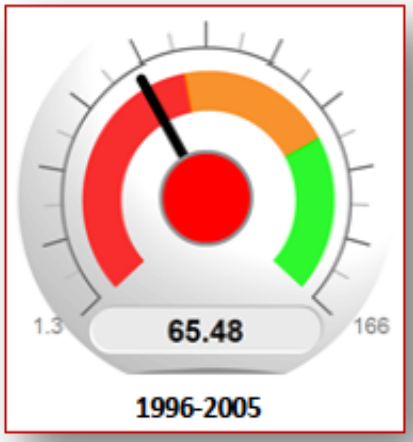
Sources: Office des Changes, BM

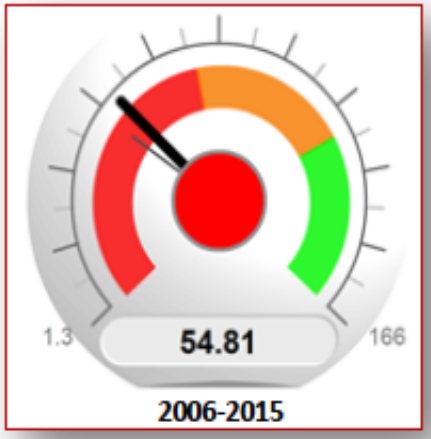
Taux de couverture des Importations par les Exportations

Taux de couverture des importations par les exportations

(Source : Office des changes ; Banque Mondiale)

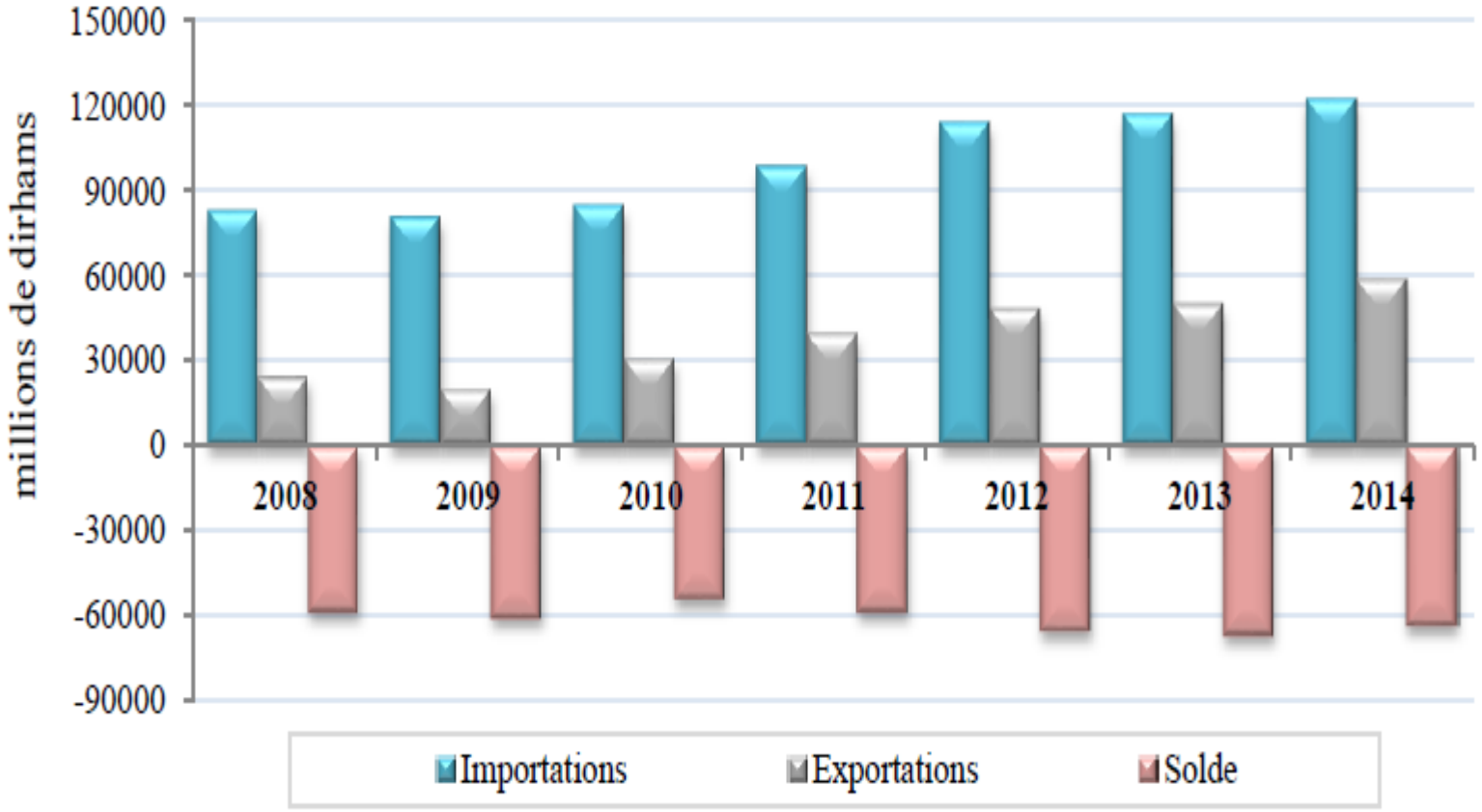
Une baisse, de plus de 10 points entre les périodes 1996-2005 et 2006-2015, du taux de couverture des importations par les exportations *pour les raisons de compétitivité précédemment signalées.*





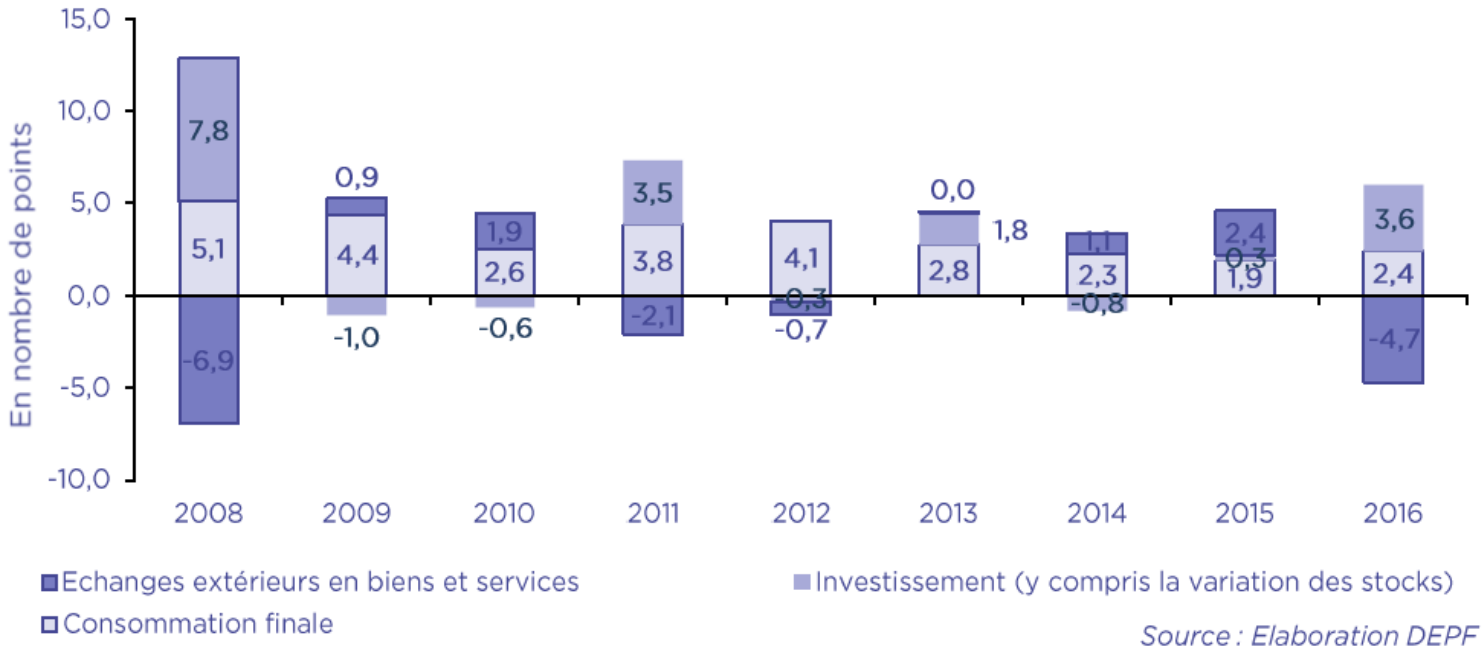
Sources: Office des Changes, BM

Evolution du déficit commercial dans le cadre des ALE



Contribution des échanges extérieurs à la croissance

(Contribution des éléments de la demande, en pts de PIB)



Source : Elaboration DEPF

L'évolution des échanges extérieurs révèle une contribution négative à la croissance économique de 1 point en moyenne sur la période 2008-2016. Cette tendance s'explique, essentiellement, par l'évolution soutenue des importations de biens et services à un taux de 4,6% par an en moyenne, soit un rythme de croissance supérieur à celui des exportations (3,5%). Par ailleurs, le poids des importations des biens et services dans le PIB atteint 43,9%, en moyenne, contre 31,3% pour les exportations.

Une ouverture subie, qui déçoit…

Des déficits chroniques, depuis 1974…

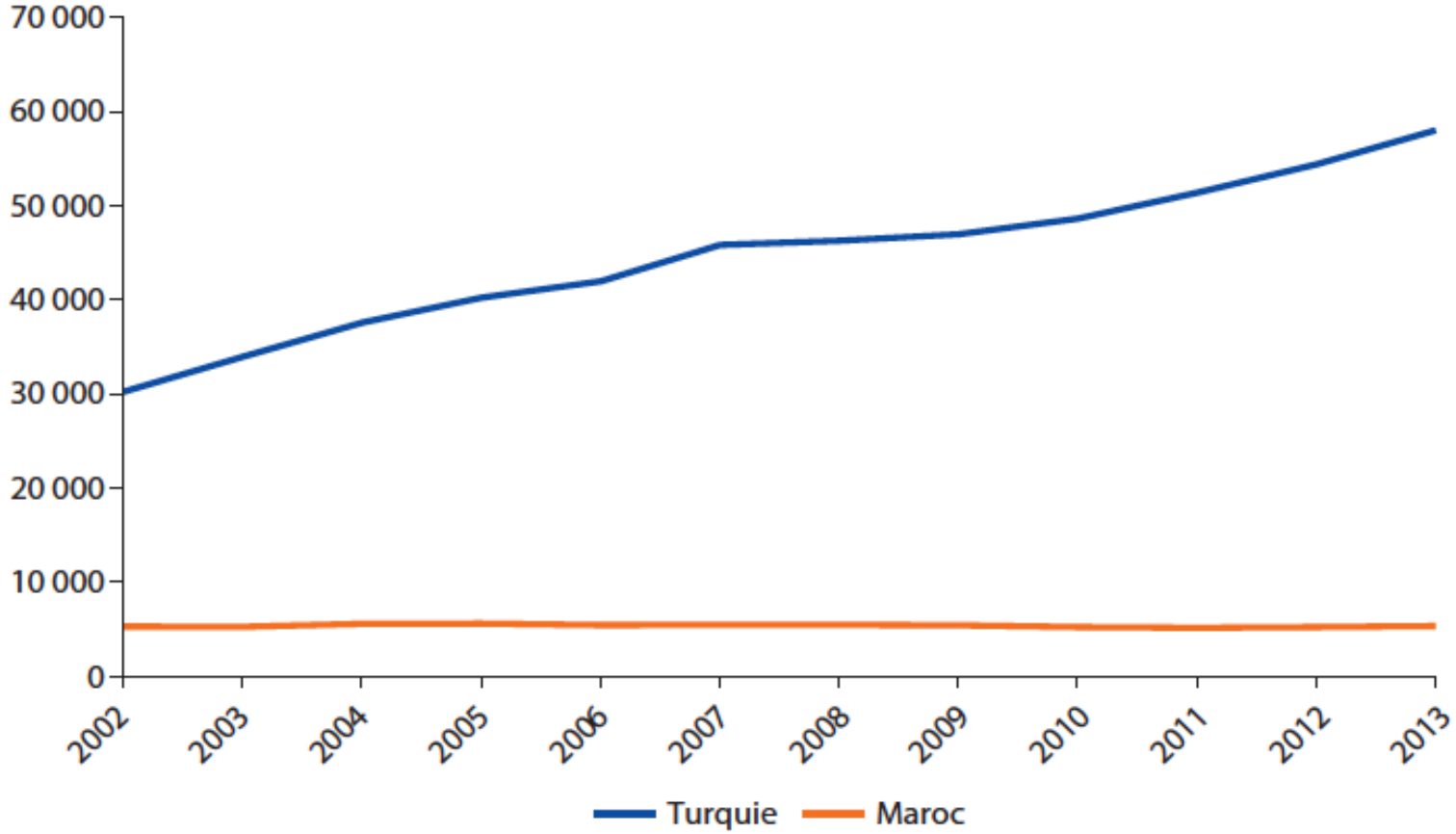
Imports:

- Dépendance énergétique et alimentaire
- Dépendance des exports de s/traitance

Exports:

- Faible valorisation et faible compétitivité
- Double concentration Produits/marchés
- Défaut d'une Offre exportable diversifiée et compétitive

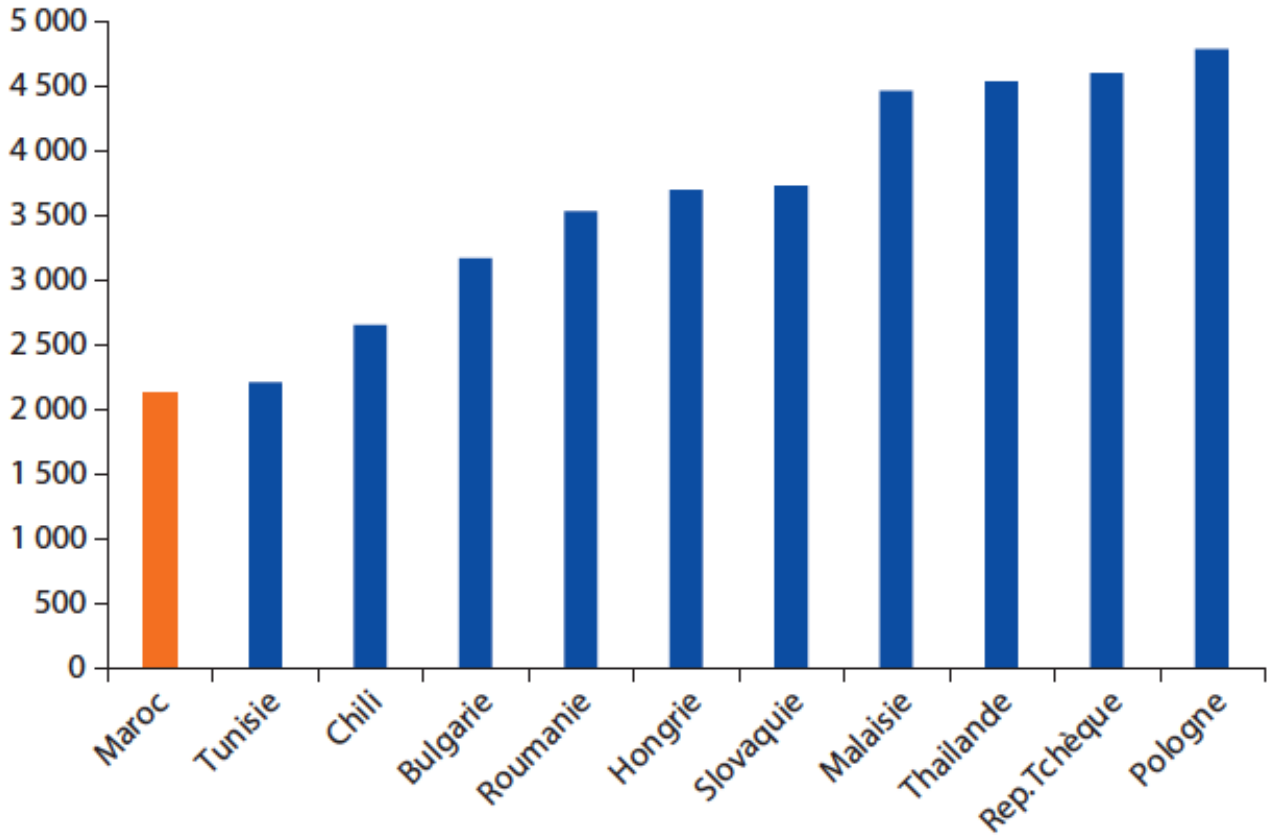
Evolution du nombre d'exportateurs au Maroc et en Turquie, 2002-2013



Source : base de données Exporter Dynamics, Banque mondiale.

Nombre de produits exportés, au Maroc et en Turquie, 2012

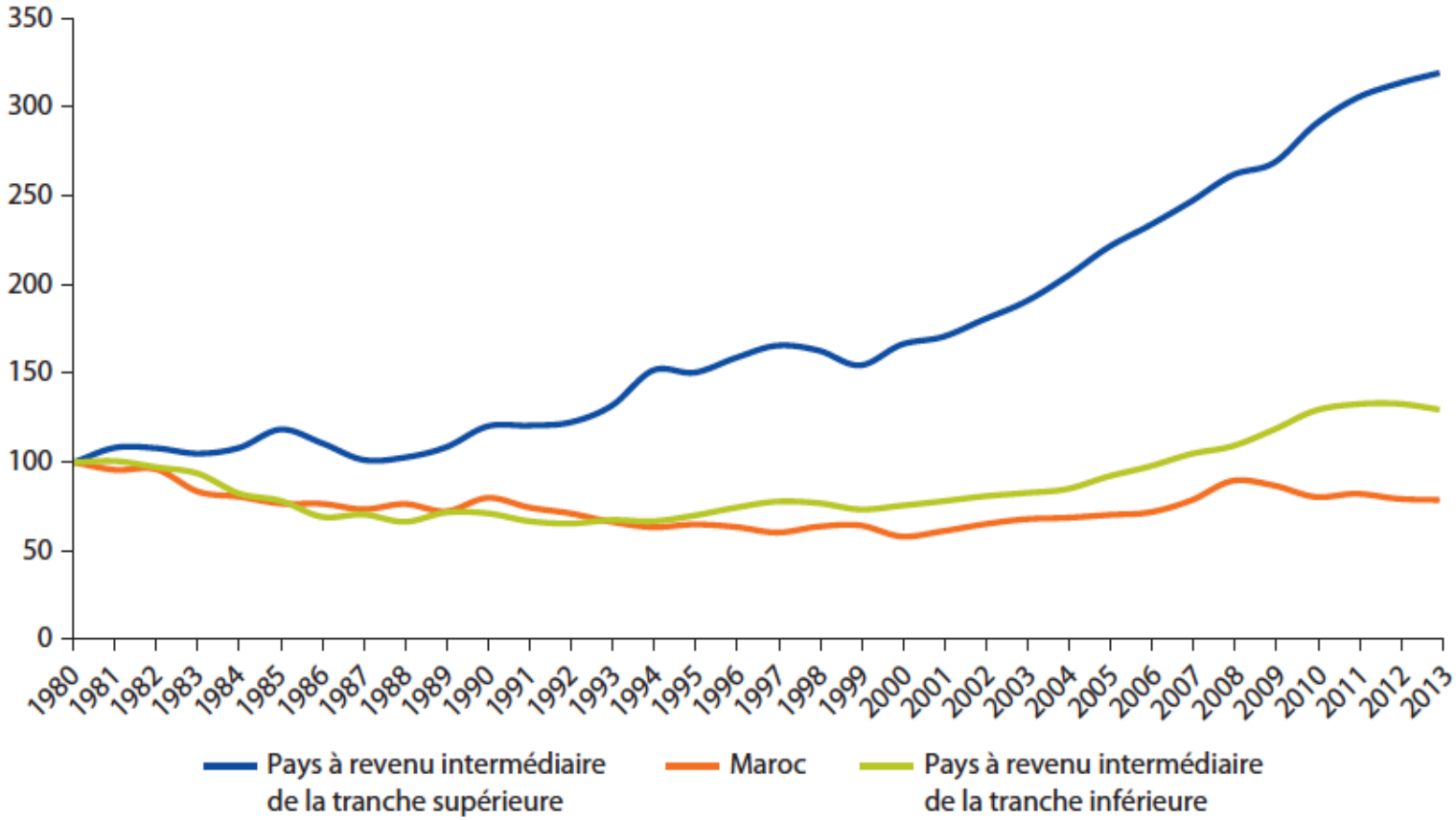
(pour des montants supérieurs à 100000$)



Source : Comtrade.

Part du Maroc dans le commerce mondial

(1980-2013, indice 100 en 1980)



Source : IDM, Banque mondiale.

3. Quand le Système politique entrave le développement économique du pays

La thèse développée ici est la suivante:

En imposant…

- **des choix stratégiques sans légitimité démocratique,**
- **l'exercice de la « gouvernance » dans une totale dilution des responsabilités,** et partant…
- **l'impossibilité d'une véritable reddition des comptes…**

… Le système politique du Maroc constitue aujourd'hui le véritable obstacle à son développement économique.

C'est le « système » qui condamne le « modèle »…

Le système politique, obstacle au développement

- ✓ Les choix économiques stratégiques sont pris sans concertation et posent donc un problème de **légitimité**
- ✓ Ils sont mis en œuvre dans la dilution des **responsabilités**
- ✓ Ils ne font l'objet ni de contrôle ni de **sanction** en cas de manquement, donc de **redevabilité**…

Légitimité – Responsabilité – Redevabilité

Le système politique, obstacle au développement

Ce qui pose problème aujourd'hui, du point de vue de cette trilogie:

Quel « programme » légitimé par les urnes comprenait les choix suivants?

- Plans sectoriels: Azur, Emergence, PMV…
- « Grands chantiers »: Barrages, autoroutes, ports, aéroports, TGV…
- Accords de libre-échange
- Concessions et gestion déléguée
- INDH…

Ces choix, correspondent-ils aux besoins des gens?

Le système politique, obstacle au développement

Légitimité – Responsabilité – Redevabilité

C'est cette équation qui fait du Système politique du pays un véritable obstacle à son développement économique…

Le texte Constitutionnel actuel permet cela, notamment à travers ses articles **41 à 59** et **147-171**…

Mais au-delà, c'est une pratique politique - liée à la nature du régime certes, mais aussi à celle d'une certaine « élite » - **qui consacre une gouvernance contreproductive…**

Le système politique, obstacle au développement

Le problème aussi est que le « système », lorsqu'il « se trompe », n'est même **pas en mesure de générer les mécanismes d'auto-correction de ses propres erreurs** .

Car, on peut naturellement se tromper, mais le fait qu'il n'existe aucun mécanisme de redevabilité approprié, capable de corriger les erreurs et tirer les leçons de l'expérience, **condamne le pays à répéter indéfiniment les mêmes erreurs**, et ainsi accumuler les échecs…

Un système donc qui ne permet ni le changement ni même l'enseignement de l'expérience…

Repenser… Reconsidérer…

Reconsidérer le « modèle », c'est d'abord changer le Système politique qui le condamne à l'échec…

C'est dire que la première des réformes n'est pas économique, mais politique… C'est l'entrée préalable à toutes les autres réformes.

Repenser… Reconsidérer…

Il faudrait aller vers un Système qui:

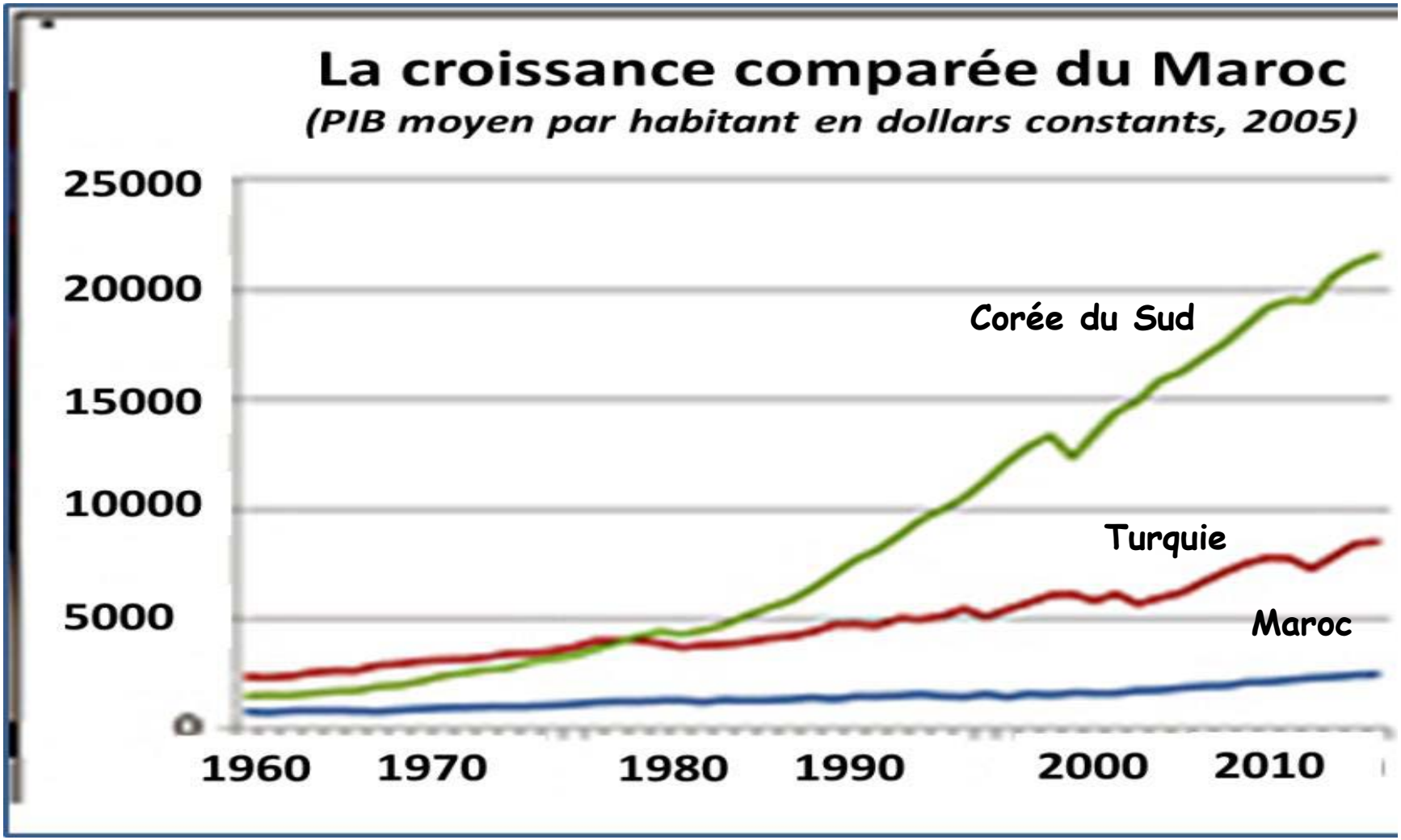
- **Légitime** les choix
- **Responsabilise** les décideurs
- **Institue la reddition des comptes**, et donc l'évaluation et la correction…

Merci de votre attention

Rappel:
Le taux de croissance nécessaire…

	Taux de croissance réel du PIB/Habitant nécessaire au Maroc pour atteindre un PIB/habitant de :		
Horizon de temps	**US12.000**	**US$15.000**	**US$18.000**
20 ans	7,50%	8,70%	9,70%
25 ans	5,95%	6,90%	7,69%
30 ans	4,94%	5,72%	6,36%

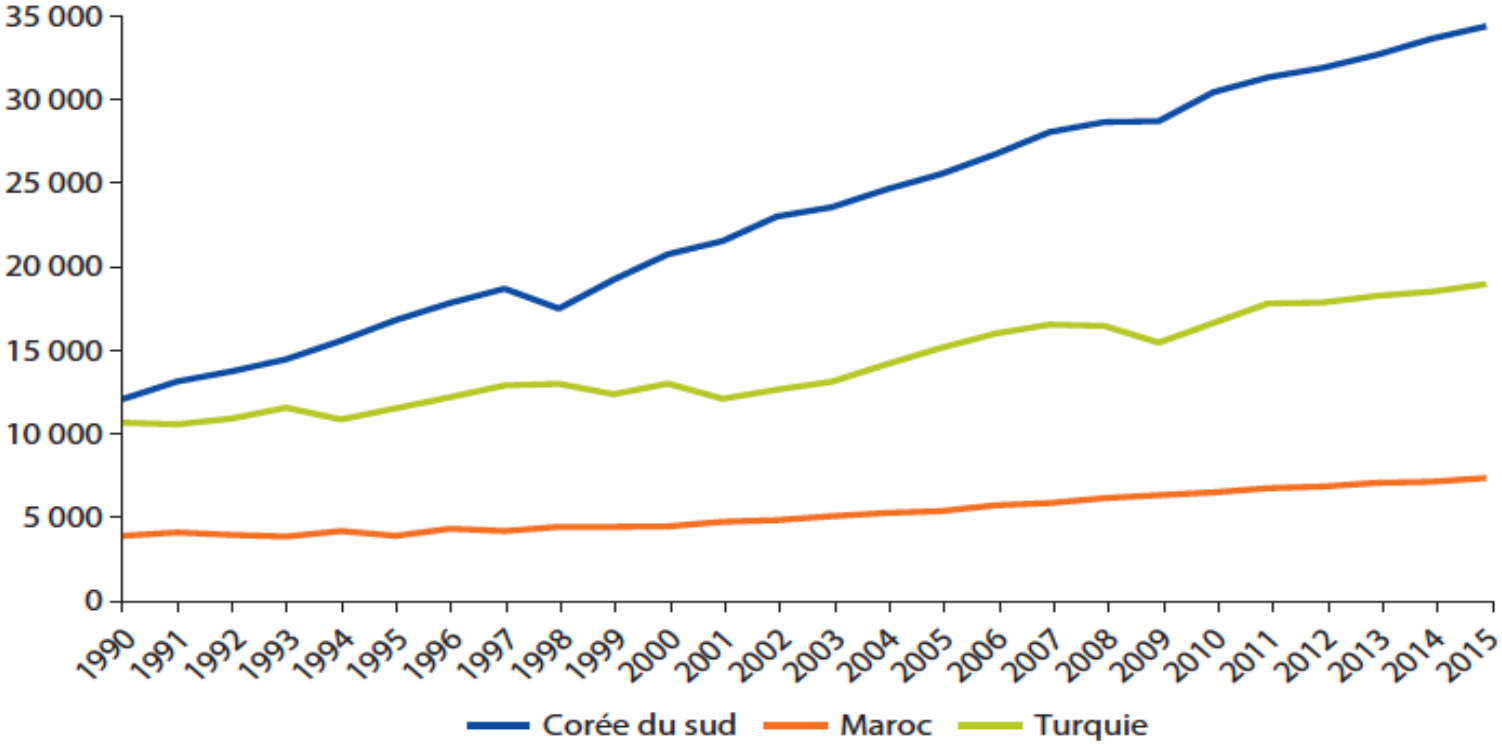
Trajectoires des uns et des autres…



Trajectoires des uns et des autres…

PIB/hab au Maroc, en Corée du Sud et en Turquie, 1990-2015

(en PPA, dollars constants 2011)

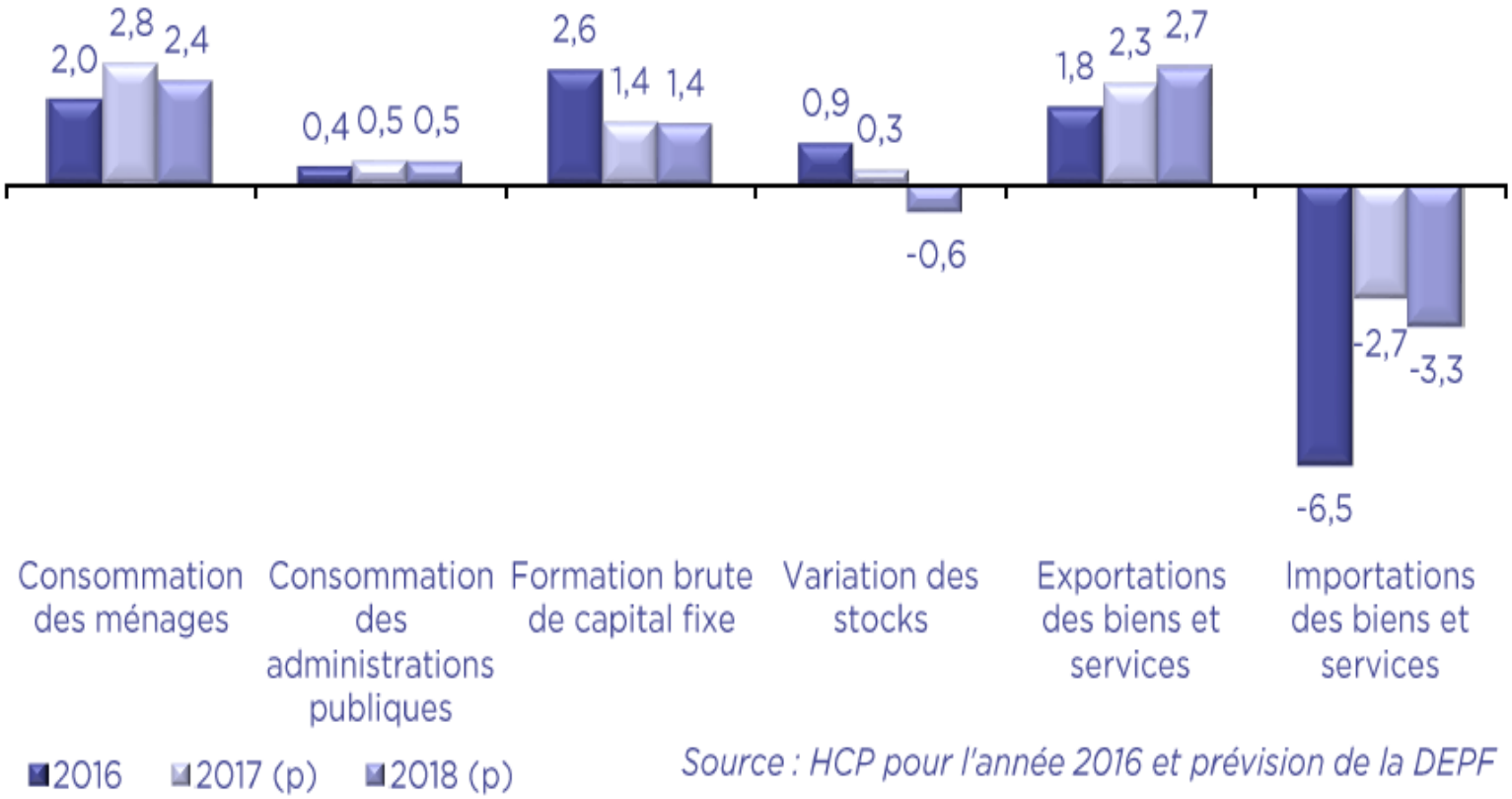


Source : IDM, Banque mondiale.
Note : PIB = produit intérieur brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Au taux de croissance actuel (3.2%), il faudra 42 ans au Maroc pour atteindre le niveau actuel de PIB par habitant du Portugal (en termes de PPA) et jusqu'à 53 ans pour atteindre le niveau de la France

Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB

(2016-2018, en points)



Source : HCP pour l'année 2016 et prévision de la DEPF

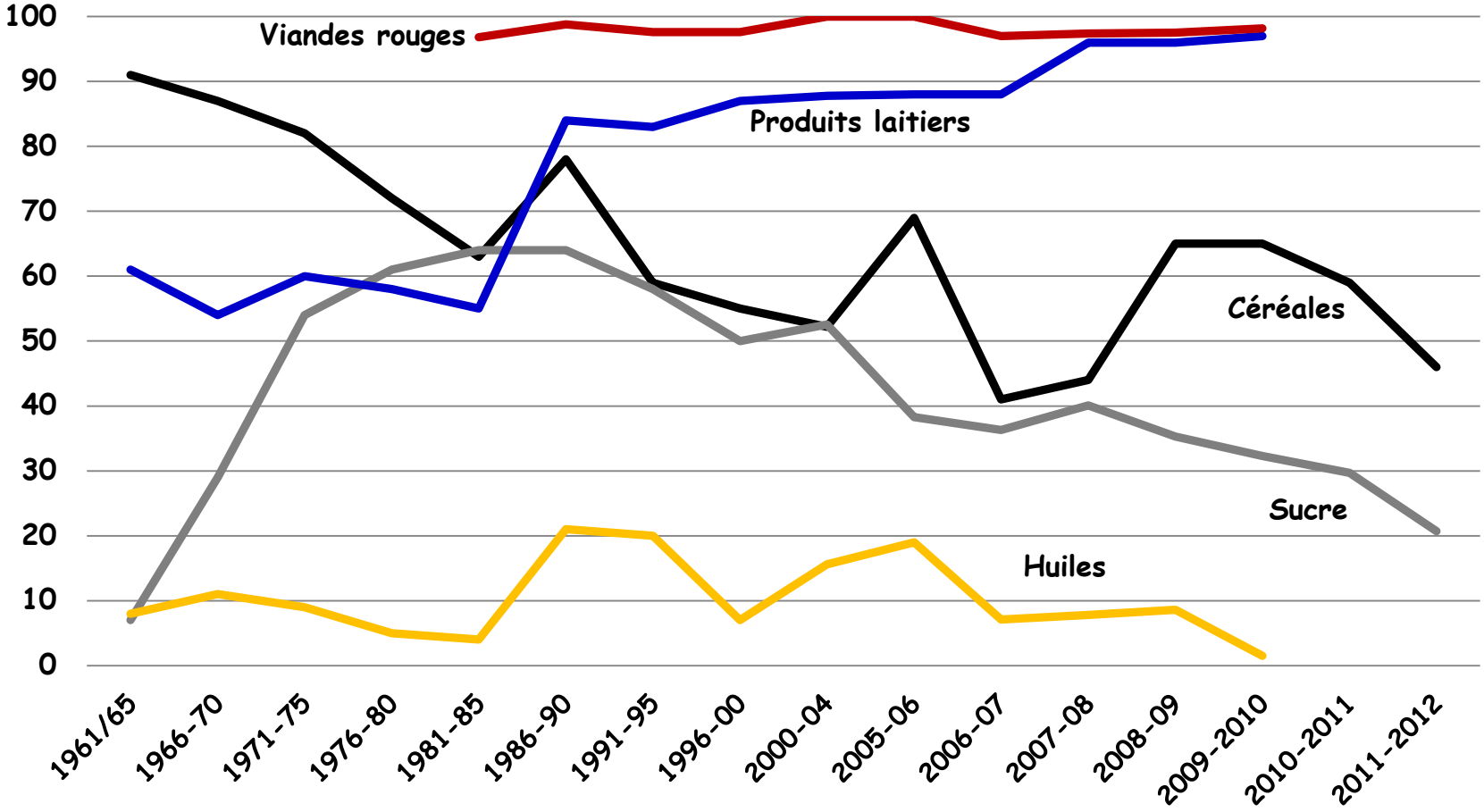
Le commerce extérieur qui plombe la croissance

Sur près de 20 ans, la contribution du solde commercial des Biens & Services à la croissance du PIB a été négative:

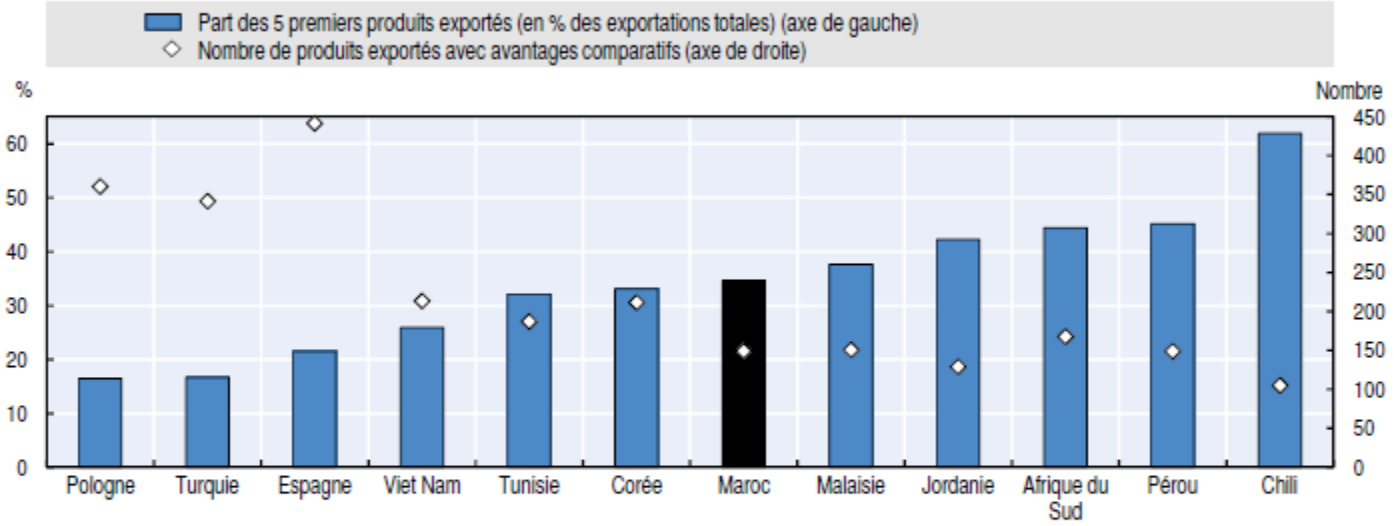
de 0.5 point en moyenne annuelle*

* *La Vie éco*, 10 oct. 2014.

Evolution du Taux d'autosuffisance de quelques produits stratégiques



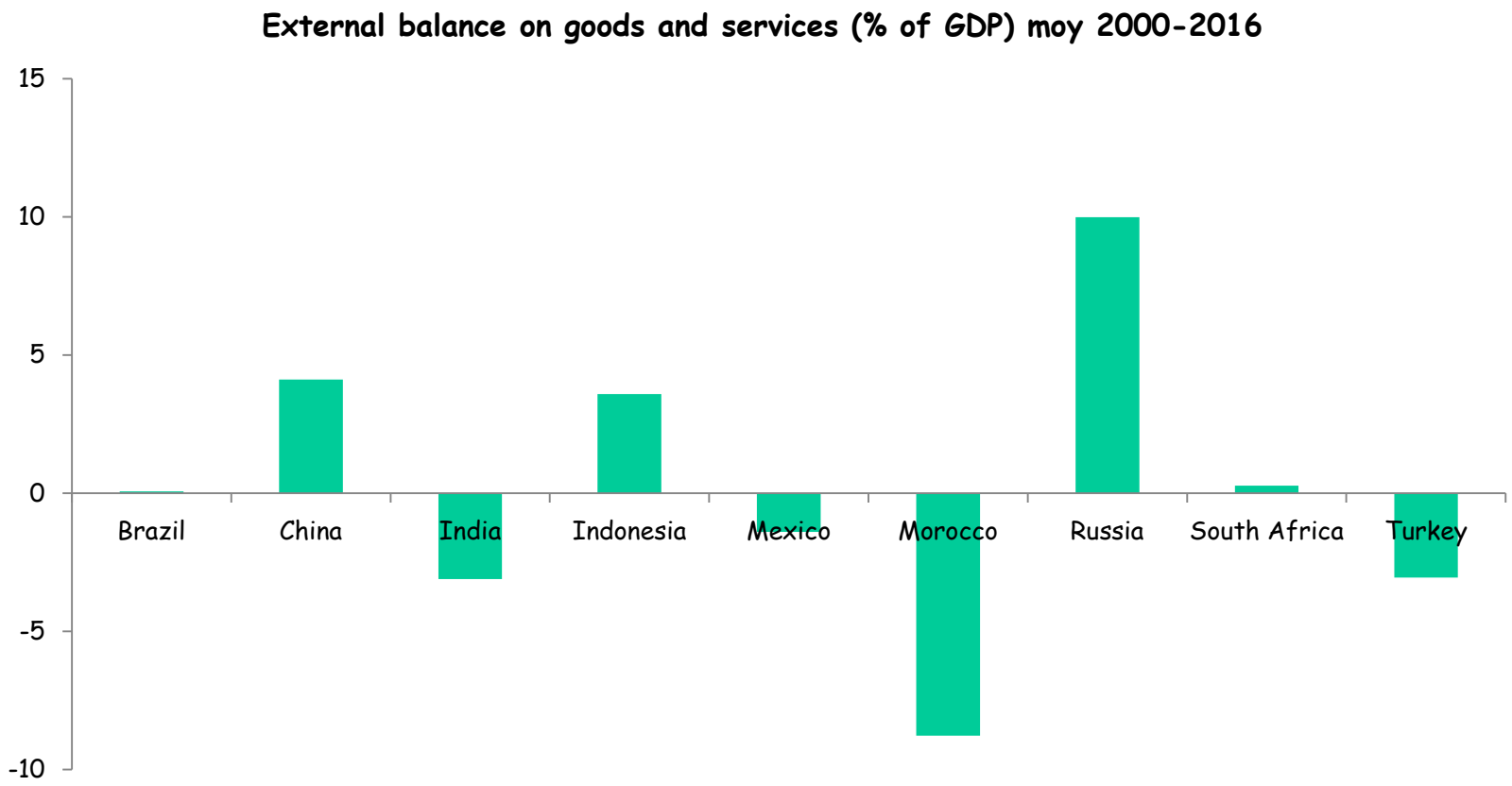
Graphique 3.21. **Les exportations marocaines sont diversifiées mais le nombre de produits exportés avec avantage comparatif est faible**



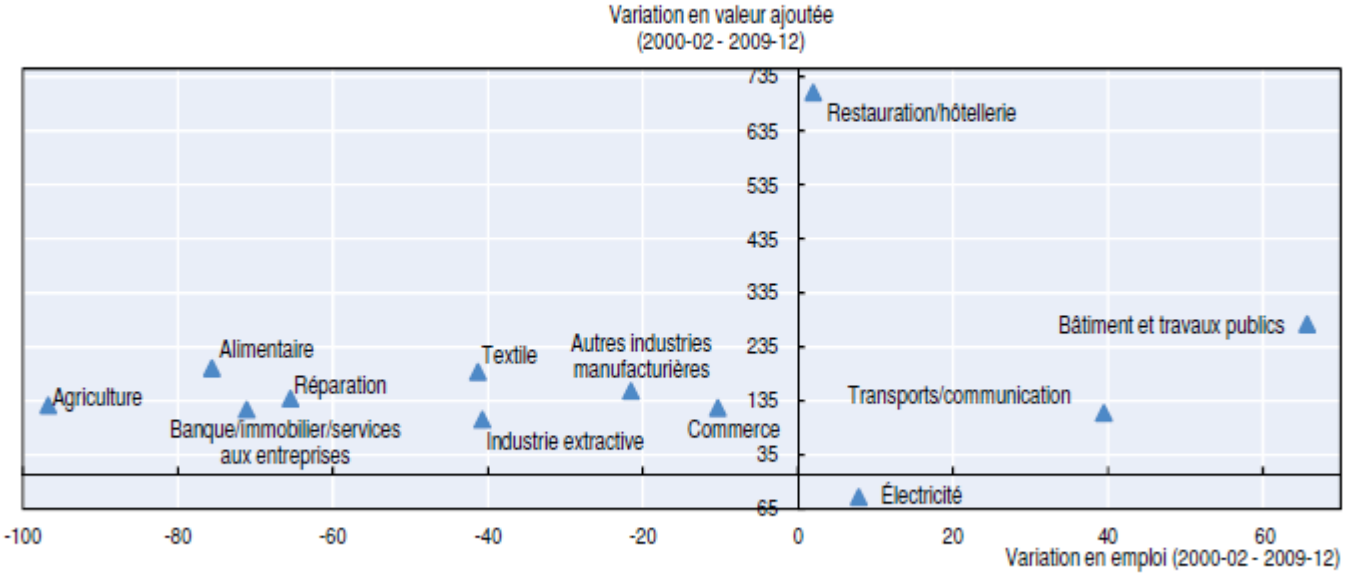
Note : Le calcul des ACR s'effectue sur un total de près de 900 produits, classification STIC Rev 3 4 digit code, en prenant la moyenne sur 2010-14. Il se base sur la méthode de Balassa. $ACR_i = \frac{X_{ij}}{\Sigma_i X_{ij}} / \frac{\Sigma_j X_{ij}}{\Sigma_i \Sigma_j X_{ij}}$, avec X_{ij} les exportations du secteur "i" du pays "j"; $\Sigma_i X_{ij}$ le total des exportations du pays "j"; $\Sigma_j X_{ij}$ la somme des exportations du monde dans le secteur "i"; et $\Sigma_i \Sigma_j X_{ij}$ le total des exportations dans le monde.
Source : Calculs des auteurs à partir de Nations Unies (2014), Comtrade, *http://comtrade.un.org/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933476078

Source: hcp


External balance on goods and services (% of GDP) moy 2000-2016
15
10
5
0
-5
-10
Brazil
China
India
Indonesia
Mexico
Morocco
Russia
South Africa
Turkey

Graphique 3.30. **La hausse de la valeur ajoutée locale dans les secteurs exportateurs ne s'est pas accompagnée d'une progression de l'emploi**



Source : Calculs des auteurs à partir de CNUCED-EORA GVC (2014), The Eora Multi-Region Input-Output Database, *http://worldmrio.com/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933476160

Sommes-nous encore un pays exportateur?

- **70% des exports: Admissions temporaires…**
  Seules 30% des exports sont « réelles »

Selon le Ministre du Commerce extérieur=

- On compte à peine **5000** entreprises exportatrices, dont seules **467** ont des activités régulières à l'export et dans 91% des cas, leur CA n'atteint pas 50 MDH
- Quant à l'offre exportable, elle ne dépasse pas 86 produits…
- En 1998, 80% de la valeur des exportations globales émanait de 3.5% seulement des produits exportés… **En 2012, ce taux est tombé à 2.9%**